



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
8 août 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale**Soixante-dix-septième session**

Point 128 a), b), c), d), e), f), g), h), i), j), l), m), o), p), q), s),
t), u), v), w), y), z) et aa) de l'ordre du jour provisoire*

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et les organisations régionales ou autres :**

Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Union africaine
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
de la coopération islamique
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation juridique
consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et la Ligue des États arabes
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Système économique
latino-américain et caribéen
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
des États américains
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
pour la sécurité et la coopération en Europe
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation de coopération
économique
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation internationale
de la Francophonie
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Conseil de l'Europe
Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et la Communauté économique
des États de l'Afrique centrale

Conseil de sécurité**Soixante-dix-septième année**

* [A/77/150](#).



**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation de coopération
économique de la mer Noire**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Association des nations
de l'Asie du Sud-Est**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai
pour la coopération**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation du Traité
de sécurité collective**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Initiative de l'Europe
centrale**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
pour la démocratie et le développement
économique – GUAM**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et la Communauté
d'États indépendants**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation internationale
de police criminelle (INTERPOL)**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Fonds international
pour le sauvetage de la mer d'Aral**
**Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation de coopération
et de développement économiques (OCDE)**

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres

Rapport du Secrétaire général

Résumé

La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et diverses organisations, notamment régionales, est capitale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la promotion et la protection des droits humains et la mise en œuvre du programme du développement durable. Cette coopération, prévue par la Charte des Nations Unies, a gagné en intensité et en diversité au cours de la dernière décennie. Elle est indispensable à un système multilatéral qui doit relever de multiples défis complexes et concomitants, qu'il s'agisse de la détérioration de la paix et de la sécurité, des effets persistants de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des changements climatiques, des bouleversements technologiques, des déplacements de populations ou de la crise alimentaire et énergétique mondiale actuelle.

Le présent rapport consolidé est établi en application de l'alinéa l) du paragraphe 4 de l'annexe à la résolution [58/316](#) de l'Assemblée générale et fait suite à un certain nombre de résolutions de l'Assemblée sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et diverses organisations, notamment régionales. Il est également soumis au Conseil de sécurité en application de sa résolution [1809 \(2008\)](#) et de la déclaration de sa présidente du 6 août 2013 ([S/PRST/2013/12](#)).

Le rapport porte sur la période écoulée depuis la publication du précédent rapport, le 11 septembre 2020 ([A/75/345-S/2020/898](#)).

I. Introduction

1. Les deux années sur lesquelles porte le présent rapport s'inscrivent parmi les plus complexes et les plus instables de l'histoire de l'ONU. En peu de temps, la communauté internationale a fait face à une série de crises : la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences dévastatrices ; une crise économique générationnelle aux conséquences socioéconomiques majeures ; l'accélération des effets des changements climatiques ; et le conflit armé en Ukraine, dont les répercussions mondiales se font toujours sentir. Ces crises ont touché pratiquement tous les pays à travers le monde.

2. En septembre 2020, dans la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/1, les chefs d'État et de gouvernement ont constaté que ces difficultés étaient toutes liées les unes aux autres et ne pourraient être surmontées que dans le cadre d'un multilatéralisme revitalisé. Ils ont affirmé sans ambiguïté que le multilatéralisme n'était pas une option mais une nécessité, alors que la communauté internationale s'employait à reconstruire en mieux pour faire advenir un monde plus égal, plus résilient et plus durable.

3. Une coopération de plus en plus étroite et efficace entre l'ONU et diverses organisations, notamment régionales, est essentielle à la vision d'un système multilatéral fonctionnant davantage en réseau, comme décrit dans Notre Programme commun. Il y a soixante-dix-sept ans, la Charte des Nations Unies définissait déjà clairement le rôle des partenariats entre acteurs régionaux et internationaux dans la coopération internationale. Aujourd'hui, ces partenariats sont encore plus indispensables pour que le système multilatéral puisse relever de multiples défis complexes et concomitants.

4. La coopération entre l'ONU et diverses organisations, notamment régionales, a continué de se consolider au cours des deux dernières années, guidée par une volonté commune de maintenir la paix et la sécurité internationales ; respecter, protéger et réaliser les droits humains ; et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette coopération a gagné en intensité et en diversité, allant d'engagements politiques de haut niveau entre le Secrétaire général et ses homologues régionaux à des activités conjointes et à des échanges de connaissances spécialisées pour faire progresser la mise en œuvre des programmes communs. En raison du manque d'espace, le présent rapport ne rend pas compte de toutes les activités mais il met en évidence leur vaste portée.

II. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres

Union africaine

5. L'ONU a poursuivi son étroite collaboration avec l'Union africaine à tous les niveaux afin de renforcer et d'approfondir les engagements conjoints, conformément au Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, au Cadre Union africaine-ONU pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme 2030 et au Cadre du nouveau partenariat entre l'ONU et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017-2027.

6. Le Président de la Commission de l'Union africaine et le Secrétaire général ont convoqué des conférences annuelles ONU-Union africaine afin d'échanger des vues et de suivre les progrès réalisés sur des questions liées à la paix et à la sécurité, au

développement durable et aux droits humains en Afrique. De même, de hauts fonctionnaires de l'ONU ont été en contact étroit avec leurs homologues de l'Union africaine, notamment par l'intermédiaire de l'Équipe spéciale conjointe ONU-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité. Le Représentant spécial du Secrétaire général auprès de l'Union africaine a été le principal interlocuteur dans cette collaboration, en particulier avec les hauts responsables de la Commission et de son Conseil de paix et de sécurité. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a facilité les interactions entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité. La Commission de consolidation de la paix et le Conseil de paix et de sécurité se sont également efforcés d'élargir leur partenariat, notamment au moyen de consultations annuelles informelles.

7. Sous la coordination du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le système des Nations Unies a apporté son soutien à l'initiative phare de l'Union africaine « Faire taire les armes en Afrique », qui a été prolongée jusqu'en 2030, notamment en matière de médiation, d'éducation à la paix ainsi que de désarmement, démobilisation et réintégration. Le Bureau des affaires de désarmement et la Commission de l'Union africaine ont collaboré avec 13 pays africains pour les sensibiliser aux répercussions négatives de la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre.

8. Le Secrétariat de l'ONU et la Commission ont mené des consultations et des visites conjointes de haut niveau sur le terrain, ainsi que d'autres activités communes ou coordonnées en matière de prévention et de résolution des conflits, notamment en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Guinée, en Libye et dans les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel. Les deux entités ont également soutenu le déroulement pacifique des processus électoraux, en coopération avec les communautés économiques régionales africaines concernées, notamment en Zambie en août 2021 et en Somalie lors des élections législatives de 2021-2022.

9. En République centrafricaine, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a collaboré étroitement avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de promouvoir l'application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019. Avec le soutien de l'Union européenne, une délégation conjointe des trois entités a effectué une visite de haut niveau en République centrafricaine du 2 au 5 juin 2021, dans le sillage du cycle électoral 2020-2021, afin d'encourager un dialogue inclusif vers une paix durable. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a aidé cette dernière à effectuer une mission d'observation militaire en République centrafricaine à l'appui du processus de paix.

10. Dans la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont collaboré étroitement en vue de mettre en œuvre l'Accord-cadre de 2013 pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, qui constitue un moyen important de traiter les causes et les facteurs de conflit et d'instabilité dans la région. En outre, l'ONU, l'Union africaine et la Conférence internationale ont organisé une formation de cinq jours sur la médiation et la consolidation de la paix à l'intention d'une trentaine de membres du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa) de l'Union africaine, qui s'est tenue en septembre 2021.

11. Dans la région de la Corne de l'Afrique, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a contribué à l'exécution du mandat du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine. Le Bureau de l'Envoyée spéciale

du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique a apporté un soutien logistique aux efforts diplomatiques du Haut Représentant de l'Union africaine pour la région de la Corne de l'Afrique.

12. En application des résolutions [2524 \(2020\)](#) et [2579 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité, l'ONU et l'Union africaine ont renforcé leur partenariat stratégique au Soudan. Le 18 mars 2022, elles ont établi, conjointement avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement, un mécanisme de coopération trilatérale visant à faciliter les pourparlers intra-soudanais afin de rétablir la transition.

13. Au Soudan du Sud, l'ONU et l'Union africaine ont continué de coordonner leurs actions afin d'assurer une mise en œuvre rapide et inclusive de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud.

14. Le 7 mars 2022, l'Union africaine, l'ONU, le Gouvernement fédéral de Somalie et l'Union européenne, ont soumis au Conseil de sécurité et au Conseil de paix et de sécurité une proposition conjointe sur la reconfiguration de la Mission de l'Union africaine en Somalie, conformément à la résolution [2568 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité. Cela a conduit à la création de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie le 1^{er} avril 2022, en vertu de la résolution [2628 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité. Le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et la Commission de l'Union africaine ont soutenu la reconfiguration de la Mission.

15. L'ONU et l'Union africaine ont continué à appuyer avec détermination le processus politique et électoral libyen ainsi que l'accord de cessez-le-feu de 2020. L'Union africaine coprécide le groupe de travail sur la sécurité du Comité international de suivi de la situation en Libye, qui collabore avec ses homologues libyens aux fins de l'application intégrale de l'accord de cessez-le-feu, notamment le retrait des combattants étrangers et des mercenaires de Libye. L'ONU et l'Union africaine ont également continué d'aider les autorités libyennes à faire avancer un processus global de réconciliation nationale.

16. En 2021, le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme a participé en ligne à quatre visites d'évaluation hybrides effectuées par le Comité contre le terrorisme dans la région. La même année, le Bureau de lutte contre le terrorisme s'est associé au Centre en vue d'organiser des ateliers à l'intention des États Membres africains sur les menaces pesant sur la sécurité de l'aviation civile dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe et des ateliers à l'intention des organisations de la société civile et des forces de l'ordre au Soudan sur les communications stratégiques concernant le rôle de la société civile dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent.

17. En 2021 et 2022, le Département de la sûreté et de la sécurité a organisé les deux premiers colloques sur la sécurité visant à renforcer la collaboration sur les questions stratégiques de gestion du dispositif de sécurité, avec la participation de diverses organisations, dont l'Union africaine.

18. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a continué d'aider les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies à coordonner la lutte contre la COVID-19 à l'échelle du continent. Au moyen du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (COVAX), elle a collaboré avec l'Équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins en vue d'harmoniser l'achat et la livraison de vaccins à ses États membres. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a soutenu la participation de la Commission de l'Union africaine à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida de 2021 et à la Déclaration politique sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici à 2030 (voir résolution [75/284](#) de l'Assemblée générale).

19. En octobre 2021, le Département des affaires économiques et sociales et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ont organisé un atelier à l'échelle du continent sur l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine en Afrique qui vise à édifier des institutions résilientes afin de réaliser les objectifs de développement durable dans le contexte de la COVID-19. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission de l'Union africaine ont continué à coprésider une réunion de l'équipe spéciale chargée de suivre la mise en œuvre des engagements pris par les ministres africains de l'agriculture, afin d'atténuer les répercussions négatives de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique.

20. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a fourni une assistance technique à l'Union africaine, notamment en vue de renforcer les capacités du Groupe africain de négociateurs et du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques, et au moyen de projets de restauration des écosystèmes dans le cadre de l'initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel.

21. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) s'est associé à l'Union africaine en vue de mener des activités d'assistance technique dans le domaine des données et de la recherche sur les drogues, et a régulièrement coorganisé des initiatives de renforcement des capacités et d'assistance technique afin d'aider les États Membres africains à renforcer les réseaux épidémiologiques ainsi que les systèmes de prévention, de traitement, de soins et de réadaptation en matière de drogues.

22. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission de l'Union africaine ont soutenu la mise en œuvre des programmes en cours, notamment en ce qui concerne la sécurité climatique, la gouvernance et la contribution aux initiatives de gestion des crises. Un exemple notable est la mise en place du Mécanisme régional de stabilisation pour le lac Tchad et le soutien à la conduite du Forum de réflexion sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique qui a conduit à l'adoption de la Déclaration d'Accra le 17 mars 2022.

23. Le Bureau des affaires de désarmement a encore renforcé son partenariat avec la Commission africaine de l'énergie nucléaire en vue de promouvoir des concertations mondiales et régionales sur les zones exemptes d'armes nucléaires, de renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires et d'améliorer l'application de la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité en Afrique. En juillet 2021, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la Commission africaine de l'énergie nucléaire ont conclu un accord sur les modalités pratiques de la consolidation de leur coopération au moyen de consultations régulières et de manifestations conjointes de renforcement des capacités.

24. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont poursuivi leur collaboration avec la Commission de l'Union africaine en vue de soutenir la prise en compte des questions liées aux droits et au bien-être des enfants et des jeunes dans les programmes de l'Union africaine, notamment l'Initiative Spotlight qui relève du Programme régional pour l'Afrique. Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés a contribué aux réunions annuelles du Groupe de coordination de l'Union africaine sur les enfants dans les situations de conflit.

25. L'ONU et l'Union africaine ont appuyé le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en Afrique, en soutien à FemWise-Africa. En octobre 2021, la Directrice

générale de l'Office des Nations Unies à Nairobi a participé à la réunion en ligne du Comité directeur du Réseau des femmes d'influence en Afrique afin d'examiner les progrès réalisés dans l'institutionnalisation du Réseau. En novembre 2021, le Réseau a lancé, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Union africaine, une plateforme de mentorat pour les jeunes femmes afin de faciliter le dialogue intergénérationnel entre les jeunes et des femmes africaines d'influence. Le PNUD et la Commission ont continué à mettre en œuvre le programme de bourses pour les jeunes femmes africaines d'influence et d'autres initiatives visant à promouvoir l'autonomisation des jeunes en Afrique. En 2021, la FNUAP et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont aidé l'Union africaine à élaborer sa stratégie sur l'éducation, la santé et le bien-être des adolescents et des jeunes en Afrique pour la période 2022-2030.

26. En décembre 2020, l'ONU et l'Union africaine ont examiné l'élaboration d'un projet de cadre conjoint en matière de droits humains axé sur des domaines thématiques de coopération, notamment l'alerte rapide, la protection des droits humains ainsi que le renforcement de l'état de droit et du principe de responsabilité. Le Département des opérations de paix a renforcé sa coopération avec la Rapporteuse spéciale sur les prisons et les conditions de détention de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en ce qui concerne la formation, la visibilité et la constitution des forces du personnel pénitentiaire fourni par les gouvernements pour les opérations de paix des Nations Unies. L'Union africaine a contribué à la mise en œuvre du Programme des Nations Unies pour l'organisation des formations du personnel de police.

27. Les entités du système des Nations Unies et l'Union africaine ont renforcé la coopération régionale et l'intégration économique dans le cadre de l'application de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine. En novembre 2021, la CNUCED et la Commission de l'Union africaine ont publié un guide sur les zones de libre-échange favorisant la diversification économique en Afrique (*Handbook on Special Economic Zones in Africa: Towards Economic Diversification across the Continent*). L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a aidé l'Union africaine à formuler la stratégie africaine sur les produits de base et fait part de son expérience de la création de parcs agro-industriels intégrés en Afrique. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a renforcé ses liens avec l'Union africaine afin de l'aider à mieux utiliser la propriété intellectuelle dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

28. Au moyen d'une série de débats conjoints sur la promotion du développement durable en Afrique en 2022, l'Équipe spéciale interdépartementale chargée des questions relatives à l'Afrique et la Commission ont estimé que l'énergie était un domaine prioritaire. La Commission économique pour l'Europe (CEE) a fourni un soutien technique à l'Union africaine pour la mise en œuvre du système de classification et de gestion des ressources minérales et énergétiques africaines en vue d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles.

29. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a soutenu l'Union africaine dans la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique. L'Union postale universelle a collaboré avec la Commission de l'Union africaine en vue d'élaborer une approche commune de la transformation postale numérique en Afrique. L'UNESCO et l'Observatoire africain de la science, de la technologie et de l'innovation ont œuvré à la conception d'une plateforme continentale africaine pour la gestion des données sur les sciences, les technologies et l'innovation. En décembre 2021, l'Organisation mondiale du tourisme, l'Agence

de développement de l'Union africaine et l'Union économique et monétaire ouest-africaine ont publié un livre blanc sur la sûreté et la sécurité dans le tourisme.

30. En septembre 2021, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont aidé l'Union africaine à organiser le sixième Forum panafricain sur la migration et son dispositif de consultation interétatique sur la migration. En juillet 2021, l'OIM et le PNUD ont aidé l'Union africaine à élaborer un rapport sur l'importance de la libre circulation des personnes pour l'intégration en Afrique et à organiser le premier Forum sur l'intégration africaine. Le rapport a été axé sur la libre circulation des personnes à l'échelle de l'Afrique, essentielle à l'intégration continentale.

31. En tant que coprésident du groupe sur l'alimentation scolaire de l'Union africaine, le Programme alimentaire mondial (PAM) a apporté son soutien à la Commission de l'Union africaine dans la mise en œuvre de sa stratégie d'éducation pour l'Afrique 2016-2025. En avril 2022, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la CEA et l'Union africaine ont élaboré un document de réflexion complet sur l'urbanisation durable. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a poursuivi sa collaboration avec les principaux organes directeurs de l'Union africaine, notamment la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, dans des domaines tels que la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

32. Le Département de la communication globale, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique et d'autres entités du système des Nations Unies ont collaboré avec l'Union africaine en vue d'organiser des activités médiatiques à l'appui du Cycle de conférences annuelles sur l'Afrique et de la Journée de l'Afrique en 2021 et 2022.

Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

33. L'ONU a coopéré avec l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), en particulier dans le cadre de la Sixième Commission et de la Commission du droit international. Le Bureau des affaires juridiques a conservé un lien étroit avec l'AALCO sur des sujets tels que la codification et le développement progressif du droit international, le maintien de la paix, les affaires maritimes ainsi que les cours et tribunaux internationaux.

34. L'AALCO a présenté des documents analytiques à l'appui du pacte mondial pour l'environnement, des objectifs de développement durable, du pacte mondial sur les réfugiés et de la conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. En 2020 et 2021, elle a organisé des débats et des consultations sur les questions juridiques et stratégiques liées au suivi de l'élévation du niveau de la mer à l'aide de l'imagerie satellitaire afin de cartographier les zones maritimes et, partant, de protéger les droits souverains et le développement des ressources. L'Autorité internationale des fonds marins et l'AALCO ont poursuivi leur coopération au moyen d'échanges d'informations, d'initiatives de sensibilisation, de programmes de formation, d'ateliers et de séminaires.

35. Le HCR a collaboré avec l'AALCO en vue de soutenir l'élaboration de lois et de politiques nationales relatives aux réfugiés et à l'apatridie.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

36. Le partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'ONU a marqué son dixième anniversaire en 2021. Le deuxième plan d'action ASEAN-ONU (2021-2025) a été adopté en octobre 2020.

37. À l'occasion du onzième sommet ASEAN-ONU, tenu en novembre 2020, le Secrétaire général a salué l'action efficace et l'engagement de l'ASEAN en faveur de la coopération internationale et de la solidarité régionale face à la pandémie de COVID-19, notamment son soutien au Mécanisme COVAX. Dans les exposés qu'il a présentés à deux sommets de l'ASEAN, le Directeur général de l'OMS a souligné l'étroite coopération technique entre les deux organisations.

38. L'ASEAN est déterminée à élaborer son premier plan d'action régional sur les femmes et la paix et la sécurité avec le soutien de l'ONU-Femmes. En novembre 2020, en collaboration avec l'ONU, elle a organisé un sommet des femmes d'influence au Viet Nam et un atelier sur le renforcement du rôle des femmes de l'ASEAN dans la réalisation de la paix et de la sécurité durables. Avec le soutien d'ONU-Femmes, elle a lancé en mars 2021 sa première publication régionale phare, intitulée *ASEAN Gender Outlook*.

39. En étroite collaboration avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Département des opérations de paix, l'ASEAN contribue à la mise en œuvre du programme relatif aux jeunes, à la paix et à la sécurité. En 2021, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et l'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation ont organisé des concertations régionales en ligne sur les risques de sécurité liés au climat et aux capacités d'alerte rapide ainsi qu'à la prévention efficace des conflits.

40. Compte tenu de la prise du pouvoir par les militaires et la détérioration de la situation au Myanmar, l'ASEAN et l'ONU ont maintenu des liens étroits dans plusieurs domaines. L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar et l'Envoyé spécial de la Présidence de l'ASEAN ont œuvré en partenariat, conformément à la déclaration à la presse SC/14697 du Conseil de sécurité, notamment dans la mise en œuvre du consensus en cinq points de l'ASEAN. L'ONU continue de collaborer avec l'ASEAN en vue d'apporter un soutien et des solutions aux Rohingyas et de résoudre la crise actuelle dans le pays.

41. Sous la coordination du Bureau de lutte contre le terrorisme, l'ONU a fourni une assistance technique à l'ASEAN dans le cadre du programme de travail de Bali visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent. Elle a également soutenu l'élaboration du plan d'étapes de l'ASEAN sur la coopération en matière de gestion des frontières, adopté le 29 septembre 2021. L'Organisation maritime internationale a coopéré avec le Groupe de travail sur le transport maritime de l'ASEAN en matière d'assistance technique sur la protection des environnements maritimes. L'ONUSD a collaboré étroitement avec le Groupe de travail de l'ASEAN sur le trafic d'espèces sauvages et de bois en vue de promouvoir les enquêtes conjointes, l'échange de renseignements et la coopération avec les services internationaux de détection et de répression afin de lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts en Asie du Sud-Est.

42. Conformément au plan d'action ASEAN-ONU (2021-2025), le Département de l'appui opérationnel s'est employé à renforcer les capacités du personnel de maintien de la paix en tenue des pays fournisseurs de contingents dans la région de l'ASEAN.

43. Les entités du système des Nations Unies ont aidé l'ASEAN à élaborer un plan d'action régional pour la mise en œuvre de la Déclaration de l'ASEAN de 2019 sur les droits des enfants dans le contexte des migrations.

44. Sous l'égide du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'ONU a aidé l'ASEAN à élaborer le Plan d'action stratégique commun en matière de gestion des catastrophes, qui est actuellement dans sa troisième phase (2021-2025). Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes a fourni une assistance technique à l'ASEAN en vue de mettre au point des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe, le système de suivi du Cadre de Sendai et l'initiative de l'ASEAN sur la sécurité dans les écoles. L'UNICEF et le PAM soutiennent la mise en œuvre du cadre stratégique et du plan d'action de l'ASEAN pour la nutrition (2018-2030).

45. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) contribue à l'évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route sur les complémentarités (2020-2025), qui consiste à examiner les progrès réalisés dans les domaines prioritaires liés aux Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025, aux objectifs de développement durable et aux initiatives phares des « complémentarités ». L'Organisation internationale du Travail a collaboré avec les organes de l'ASEAN sur la formation professionnelle, la migration de main-d'œuvre liée aux emplois verts et la protection sociale. ONU-Habitat a fourni un soutien technique à l'ASEAN en vue d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie d'urbanisation durable. La FAO a également aidé l'ASEAN à mettre en œuvre sa stratégie de développement rural et de réduction de la pauvreté.

46. Le Centre du commerce international a soutenu l'intégration économique régionale de l'ASEAN et la compétitivité commerciale des microentreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises. La CNUCED a fourni une assistance technique pour l'élaboration du Rapport de l'ASEAN sur l'investissement dans l'industrie 4.0 (*ASEAN Investment Report: Investing in Industry 4.0*), présenté au Sommet de l'ASEAN sur les entreprises et l'investissement tenu en octobre 2021. Le Fonds d'équipement des Nations Unies a soutenu le Groupe de travail de l'ASEAN sur l'inclusion financière en suivant les progrès accomplis dans la réalisation des principaux objectifs d'inclusion financière dans la région. L'UIT a continué de coopérer avec l'ASEAN sur les télécommunications d'urgence dans la région, la cybersécurité, l'innovation numérique et la création d'un environnement favorable à la transformation numérique. L'Organisation de l'aviation civile internationale soutient l'initiative de gestion de l'information à l'échelle du système, conformément au plan directeur de gestion du trafic aérien de l'ASEAN.

47. En juin 2021, la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN et les entités du système des Nations Unies ont organisé une réunion conjointe de groupes d'experts sur les droits humains et l'environnement. Le PNUE a aidé le Centre de l'ASEAN pour l'énergie à élaborer un plan d'étapes et une boîte à outils en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans la région. Les entités du système des Nations Unies fournissent conjointement une assistance technique en vue d'élaborer un accord-cadre régional sur les droits environnementaux dans la région de l'ASEAN.

Organisation de coopération économique de la mer Noire

48. D'août à septembre 2021, de hauts fonctionnaires de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (CEMN) ont participé à une formation sur l'analyse approfondie de la diplomatie moderne à l'École de diplomatie moderne de l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale de l'Université des Nations Unies. Des fonctionnaires de la CEMN ont participé régulièrement aux réunions de haut niveau du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations.

49. Sous l'égide de la CEE, l'ONU a poursuivi sa collaboration avec la CEMN dans l'ensemble de ses travaux liés aux transports.

Communauté des Caraïbes

50. La onzième réunion générale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), de ses institutions associées et de l'ONU s'est tenue en ligne les 21 et 22 juillet 2021, avec un nombre record de 130 participants. Dans une déclaration commune, les participants ont souligné les possibilités de coopération et de collaboration entre les deux organisations. À la suite de l'investiture de la nouvelle Secrétaire générale de la CARICOM le 15 août 2021, les deux organisations ont effectué le suivi des priorités recensées à la onzième assemblée générale. À la séance d'ouverture de la quarante-troisième réunion ordinaire de la Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM, tenue le 3 juillet 2022, la Secrétaire générale a salué les efforts déployés par les dirigeants des Caraïbes en vue de préserver la biodiversité et la nature, notamment par l'intermédiaire des populations autochtones, et exprimé son plein soutien à la création d'un fonds pour la résilience des Caraïbes et à l'établissement d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel.

51. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité de la CARICOM et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ont coopéré afin d'aider les autorités nationales des pays de la région des Caraïbes à réaliser une évaluation de référence sur les armes légères, les armements et les munitions, à réviser leurs législations sur les armes à feu et à élaborer des plans d'action nationaux.

52. En janvier 2021, le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'Organisme d'exécution ont signé un mémorandum d'accord portant création d'un partenariat stratégique pour la mise en œuvre du Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes dans la région afin d'endiguer le flux de grands criminels et de combattants terroristes étrangers. L'ONUSC et l'Organisme d'exécution se sont employés à renforcer la capacité des forces de l'ordre des pays de la CARICOM à lutter contre le blanchiment d'argent lié au commerce. ONU-Femmes a collaboré étroitement avec l'Organisme d'exécution en vue de renforcer les activités de police tenant compte des questions de genre, conformément au manuel élaboré par ONU-Femmes sur la prise en compte des questions de genre dans les services de police destinés aux femmes et aux filles victimes de violence (*The Handbook on Gender-Responsive Police Services for Women and Girls Subject to Violence*).

53. L'OMS a collaboré étroitement avec la CARICOM en vue de faciliter la livraison des vaccins contre la COVID-19 et des fournitures médicales connexes aux pays des Caraïbes. Le PAM a continué de coopérer avec la CARICOM en vue d'administrer et de publier une série d'enquêtes sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans le contexte de la COVID-19, qui ont permis de suivre la situation de la sécurité alimentaire dans les pays anglophones des Caraïbes. ONUSIDA a collaboré avec le Partenariat pancaraïbe contre le VIH/sida de la CARICOM en vue de contribuer à sensibiliser les esprits et de mobiliser les populations et de mettre en œuvre des programmes nationaux de lutte contre le sida conformément à la Déclaration politique sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici à 2030 ainsi qu'à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026.

54. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a poursuivi sa coopération avec la CARICOM pour aider les petits États insulaires en développement des Caraïbes à faire face à l'augmentation des inégalités, la pauvreté, l'accroissement de l'économie informelle, une marge de manœuvre budgétaire limitée et un endettement élevé dans le cadre du relèvement après la pandémie de COVID-19.

55. En octobre 2021, l'UNICEF a signé un accord relatif aux contributions avec le secrétariat de la CARICOM dans le cadre du programme régional des Caraïbes de

l'Initiative Spotlight afin de renforcer les capacités et la direction technique de la CARICOM en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. En décembre 2021, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants et la CARICOM, ainsi que d'autres partenaires, ont organisé conjointement un atelier de renforcement des capacités en ligne en vue d'aider les autorités nationales et les organisations de la société civile à adopter dans leurs travaux une approche fondée sur les droits de l'enfant et à échanger de bonnes pratiques concernant la participation aux mécanismes de surveillance des droits humains.

56. Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes aide l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle de la CARICOM à mettre en œuvre la Stratégie et le cadre de programmation régionaux pour une gestion globale des catastrophes (2014-2024), ainsi que de l'Initiative des Caraïbes sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques, au moyen d'une approche systématique des risques.

Initiative de l'Europe centrale

57. L'OMS et l'Initiative de l'Europe centrale ont renforcé leur coopération en vue de relever les défis posés par la pandémie de COVID-19. Grâce à l'équipe spéciale commune aux deux organisations, l'OMS et le Secrétariat exécutif de l'Initiative ont collaboré dans le cadre d'un certain nombre de programmes et de manifestations liées à la santé et organisé une réunion ministérielle sur le plan d'étapes européen pour la santé dans les Balkans occidentaux (2021-2025) en juin 2021 et une manifestation conjointe de haut niveau en décembre 2021.

Organisation du Traité de sécurité collective

58. L'ONU et l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) ont continué à renforcer leur coopération au moyen d'échanges d'informations, de visites, de conférences et d'exercices de formation organisés régulièrement. Le 15 septembre 2020, le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de l'OTSC ont publié une déclaration commune à l'occasion du dixième anniversaire de la signature de la déclaration entre les Secrétariats des deux organisations, réaffirmant leur volonté commune d'accroître la portée de leur coopération.

59. En janvier 2022, les sous-secrétaires généraux du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Département des opérations de paix ont tenu des consultations en ligne avec le Secrétaire général de l'OTSC afin de procéder à un échange de vues sur l'évolution de la situation régionale et d'examiner les efforts déployés pour renforcer la coopération en matière d'alerte rapide, de prévention des conflits et de maintien de la paix.

60. La Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a été régulièrement en contact avec le Secrétaire général de l'OTSC en vue d'examiner et de coordonner les efforts de prévention dans la région. L'ONU et l'OTSC ont également coopéré dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale.

61. En juin 2021, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix a rencontré le Secrétaire général de l'OTSC à Moscou afin d'examiner l'état d'avancement de la coopération entre les deux organisations et de faire progresser l'initiative Action pour le maintien de la paix et sa stratégie d'exécution ainsi que l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus. En décembre 2021, des experts de l'OTSC ont rendu visite à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

Communauté d'États indépendants

62. L'ONU a poursuivi sa coopération avec la Communauté d'États indépendants (CEI). Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a entretenu des contacts réguliers à plusieurs niveaux avec la CEI afin d'échanger des vues sur l'évolution de la situation régionale et d'examiner les efforts réalisés pour renforcer la coopération en matière d'alerte rapide ainsi que de prévention et de résolution des conflits. Il s'agissait de réunions de haut niveau tenues en février et mai 2021, suivies d'une visite de travail au siège de la CEI à Minsk en novembre 2021. La visite a donné l'occasion de débattre avec de hauts fonctionnaires du Comité exécutif de la CEI sur les questions de paix et de sécurité et les possibilités de coopération future dans la région eurasiennne.

63. La Représentante spéciale pour l'Asie centrale a tenu des contacts réguliers avec le Secrétaire exécutif de la CEI et d'autres hauts fonctionnaires sur les efforts de prévention menés en Asie centrale. L'ONU et la CEI ont également coopéré dans le cadre d'ateliers et de projets régionaux organisés à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale en Asie centrale. En outre, le Bureau de lutte contre le terrorisme et la CEI se sont employés à appliquer le Programme mondial de protection des cibles vulnérables.

64. La CEE a collaboré étroitement avec le Comité inter-États de statistique de la CEI en vue de mettre en œuvre un projet de renforcement des capacités statistiques dans les pays de la CEI et, partant, de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

65. En octobre 2021, l'OMS et le Conseil de coopération sanitaire de la CEI ont renouvelé un mémorandum d'accord sur la poursuite de la collaboration visant notamment à améliorer la qualité et l'accessibilité des services de santé, renforcer les mesures d'intervention en cas d'urgence de santé publique et accélérer la numérisation des systèmes de santé.

Conseil de l'Europe

66. En décembre 2020, le Secrétaire général a eu un échange de vues avec le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les changements climatiques, les droits humains et l'environnement, la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ainsi que la réalisation des objectifs de développement durable.

67. Le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations de l'ONU et son bureau ont renforcé leur partenariat avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Dans le cadre de débats tenus en février 2022 avec des représentants de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire, le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux a contribué à l'élaboration d'un rapport du Conseil sur la justice et la sécurité pour les femmes dans les processus de paix et de réconciliation.

68. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a tenu son échange de vues annuel avec les vice-ministres du Conseil de l'Europe, auquel ont participé des experts des États membres du Conseil de l'Europe, et qui a porté sur les répercussions négatives de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains en février 2021 ainsi que sur les droits humains et l'environnement en février 2022. En partenariat avec le Conseil de l'Europe, il a élaboré un cours pilote mondial de formation des formateurs à l'éducation aux droits humains avec les jeunes en 2020-2021. Le Conseil de l'Europe et le HCR ont organisé 17 activités de renforcement des capacités juridiques à l'intention de juges, avocats, procureurs,

décideurs en matière d'asile et organisations non gouvernementales sur la jurisprudence et les dispositifs de la Cour européenne des droits de l'homme.

69. En tant qu'observateurs du Comité directeur pour les droits de l'enfant du Conseil de l'Europe, la Représentante spéciale chargée de la question de la violence contre les enfants et l'UNICEF se sont engagés auprès du Conseil dans le domaine des droits de l'enfant et de la protection des enfants contre la violence, les abus sexuels et l'exploitation. La Représentante spéciale a participé à l'élaboration de la stratégie du Conseil pour les droits de l'enfant (2022-2027). L'OMS a contribué aux auditions et séances publiques organisées par l'Assemblée parlementaire sur des questions liées à la pandémie de COVID-19, notamment la santé des personnes vivant avec un handicap et la réticence à la vaccination.

70. L'ONU a coopéré avec le Conseil de l'Europe en vue d'élaborer des orientations de politique générale visant à lutter contre la traite des personnes. L'ONUDC et le secrétariat du Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe ont collaboré sur une série de questions en vue de renforcer la lutte contre la corruption.

Communauté économique des États de l'Afrique centrale

71. L'ONU a coopéré étroitement avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), conformément à l'accord-cadre de coopération signé en juin 2016 entre le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et l'ancien secrétariat de la CEEAC. Le Bureau a apporté son soutien à la CEEAC, notamment en mettant en place des dispositifs et des outils permettant de relever plus efficacement les défis politiques et sécuritaires persistants dans la sous-région et de contribuer aux efforts que la Communauté économique déploie afin de consolider l'intégration régionale, d'instaurer la paix et la sécurité et de faire progresser le développement durable.

72. Le 13 décembre 2020, le Représentant spécial pour l'Afrique centrale et le Président de la Commission de la CEEAC ont effectué une visite conjointe en République centrafricaine afin de mener de larges consultations avec les acteurs politiques avant les élections dans le pays. Le Bureau et la Commission ont également entrepris des visites conjointes de niveau technique en Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe en avril 2021.

73. En décembre 2021, le Bureau a aidé la CEEAC à mettre en place le Réseau des femmes médiatrices en Afrique centrale, qui a été approuvé à la vingtième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique, tenue à Brazzaville le 19 janvier 2022. Du 8 au 10 novembre 2021, conjointement à la CEEAC, a organisé une réunion technique sous-régionale visant à élaborer un programme de gouvernance pour l'Afrique centrale, conformément au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Il contribue également à l'élaboration d'une stratégie régionale de la CEEAC contre les discours de haine en Afrique centrale. En outre, avec l'aide du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, qui fait partie du mécanisme interinstitutions de sécurité climatique de l'ONU, il a collaboré étroitement avec la CEEAC en vue de renforcer les capacités régionales à traiter les liens entre les changements climatiques ainsi que la paix et la sécurité dans la sous-région.

74. Les 1^{er} et 2 février, le Président de la Commission a participé à la réunion des présences des Nations Unies en Afrique centrale qui s'est tenue à Brazzaville. Sur sa recommandation, il a été convenu que cette réunion devrait avoir lieu tous les deux ans afin de coordonner les efforts, de mutualiser les analyses et de développer des points d'entrée concernant la prévention des conflits dans la région.

75. L'OIM et le secrétariat de la CEEAC ont poursuivi leur collaboration dans le domaine de la transhumance et de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Afrique centrale. L'ONUDC et la Commission de la CEEAC ont coopéré en vue de renforcer la capacité des services d'application de la loi, des procureurs et du système judiciaire à lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts et le trafic de ressources naturelles. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a soutenu la CEEAC dans la gestion des catastrophes et des risques. L'ONUDI a aidé la CEEAC à créer le Centre de l'Afrique centrale pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui a été approuvé par les chefs d'État de la Communauté économique en juillet 2021. La FAO et la CEEAC ont également collaboré sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la gouvernance de la pêche et de l'aquaculture ainsi que la promotion de l'économie bleue et de la santé. En août 2021, le FNUAP a aidé le Président de la CEEAC à organiser le Forum des jeunes.

76. En mars 2022, la CEA a aidé la CEEAC à formuler le Plan directeur régional de développement industriel et de diversification économique de l'Afrique centrale ainsi qu'à élaborer et à mettre en œuvre la stratégie sous-régionale relative à la Zone de libre-échange continentale africaine.

Organisation de coopération économique

77. L'Organisation de coopération économique (OCE) a participé aux forums annuels du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, qui sont soutenus par la CESAP et la CEE. En novembre 2020 et 2021, le Secrétaire général adjoint de l'OCE a participé au Forum économique annuel du Programme spécial, organisé conjointement par la CESAP et la CEE, en collaboration avec les gouvernements kirghize et ouzbek, respectivement.

78. En novembre 2021, la CESAP a conclu un nouveau mémorandum d'accord avec l'OCE pour la période 2021-2025, qui porte sur des domaines tels que le développement durable, le commerce et l'intégration régionale, les transports, l'énergie et la réduction des risques de catastrophe. Elle a également contribué à l'élaboration du cadre régional de l'OCE pour la réduction des risques de catastrophe et son plan d'étapes (2021-2025).

79. La CEE a collaboré avec l'OCE dans le domaine de la facilitation du passage des frontières. En janvier 2021, les deux entités, ainsi que la Banque islamique de développement, ont lancé un projet sur l'application du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, concernant la lettre de voiture électronique. L'ONUDI aide l'OCE à mettre en place le Centre pour les énergies propres pour la région d'ici 2025.

Organisation internationale de police criminelle

80. L'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a participé à toutes les visites d'évaluation du Comité contre le terrorisme. En novembre 2020, le Bureau de lutte contre le terrorisme et INTERPOL ont lancé une étude conjointe sur la menace mondiale que représentent les acteurs non étatiques et l'usage qu'ils pourraient faire de matières chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosibles. INTERPOL préside le Groupe de travail sur les nouvelles menaces et la protection des infrastructures critiques, qui a fourni le cadre permettant d'entamer la troisième phase d'un projet destiné à améliorer l'interopérabilité interinstitutions et les communications publiques en cas d'attaque chimique ou biologique. Le projet est mis en œuvre conjointement par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'OMS, INTERPOL, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité

et la justice et l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques.

81. L'ONUDC et INTERPOL ont collaboré dans le domaine de la lutte contre toutes les formes de criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues, la criminalité liée aux espèces sauvages, la traite des personnes et le trafic de migrants, le terrorisme et le trafic de biens culturels. Les deux entités se sont également associées dans le cadre du programme d'aide à l'application de la loi visant à réduire le déboisement de forêts tropicales en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. L'OIM et l'ONUDC ont soutenu INTERPOL dans la conduite d'opérations contre le trafic de migrants, notamment en améliorant les réseaux de procureurs afin de renforcer la coordination avec les services de détection et de répression dans le cadre d'enquêtes sur les cas de traite des êtres humains. L'OIM a fourni une aide au renforcement des capacités et une assistance technique à INTERPOL sur la protection des rescapés de la traite des êtres humains.

82. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a collaboré avec INTERPOL en vue d'élaborer son cours de formation spécialisée sur la lutte contre le trafic d'armes et de munitions.

Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral

83. Les entités des Nations Unies et le Comité exécutif du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, ses organes subsidiaires et ses États membres ont collaboré sur de nombreuses questions. Conformément au mémorandum d'accord de 2010 conclu entre l'ONU et le Comité exécutif du Fonds, le Centre régional pour la diplomatie préventive en Asie centrale a contribué à la mise au point d'initiatives régionales visant à lutter contre la dégradation de l'environnement dans la région de la mer d'Aral. En coopération avec la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau du Fonds, il a contribué à rédiger et à diffuser des bulletins hydrologiques d'alerte rapide sur les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria, ainsi que des annuaires annuels sur l'eau.

84. La CESAP a soutenu le Fonds en réalisant une étude analytique sur une évaluation économique, sociale et environnementale complète de la mer d'Aral et en examinant les données scientifiques les plus récentes sur la crise climatique selon une approche multisectorielle et pluridisciplinaire. Le PNUD a coopéré avec le Fonds et le Gouvernement ouzbek en vue d'appliquer des solutions intégrées aux difficultés liées à la mer d'Aral. Dans le cadre d'un mémorandum d'accord 2020-2022 renouvelé entre le PNUE et la Commission inter-États pour le développement durable du Fonds, les deux entités ont collaboré afin de soutenir la protection de l'environnement et le développement durable dans les pays d'Asie centrale.

Organisation internationale de la Francophonie

85. Depuis le premier débat public du Conseil de sécurité sur la coopération entre l'ONU et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de paix et de sécurité, tenu le 8 septembre 2020, les deux organisations ont continué à renforcer leur coopération concernant notamment les transitions politiques au Tchad, en Guinée et au Mali ; des échanges en faveur du dialogue inter-haïtien et d'éventuelles élections dans le pays ; et le soutien à des élections présidentielles et législatives crédibles au Bénin, au Burkina Faso, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire et au Niger. Les participants à la quarantième session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie, qui s'est tenue le 16 mars 2022, ont entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel sur le déficit démocratique et sécuritaire dans l'espace

francophone, notamment l'importance qu'il y avait à traiter les questions de gouvernance, à améliorer la sécurité et à renforcer la confiance des citoyens dans leurs institutions et leurs dirigeants.

86. En octobre 2021, le HCDH et l'OIF ont dispensé une formation conjointe à 30 parlementaires de 16 pays francophones afin de renforcer leur rôle dans la mise en œuvre de l'examen périodique universel. Ils ont également organisé trois ateliers pour Haïti, la Mauritanie et le Togo avant la présentation de leurs rapports d'examen périodique universel. En octobre 2021, ONU-Femmes et l'OIF ont signé un mémorandum d'accord sur la mise en œuvre d'une initiative conjointe visant à renforcer les capacités des femmes candidates à l'approche des élections en Haïti. Le Département des opérations de paix a collaboré étroitement avec l'OIF, notamment en vue d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de formation destiné aux agents de police francophones.

87. L'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'OIF se sont employées à promouvoir la ratification du Traité parmi ses membres. L'ONUDI a coopéré avec l'OIF dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la préservation de l'environnement et des changements climatiques, de l'énergie durable et de la transformation structurelle de l'économie. Le Centre du commerce international et l'OIF ont organisé des manifestations conjointes et des activités de sensibilisation dans plusieurs domaines, notamment l'entrepreneuriat numérique et les possibilités de commerce électronique pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine. L'OMS a signé un mémorandum d'accord avec l'OIF en avril 2021 qui prévoit que des efforts conjoints soient menés dans des domaines tels que la couverture sanitaire universelle et la lutte contre le paludisme. En 2020, le SDG Lab de l'Office des Nations Unies à Genève a collaboré avec l'OIF en vue d'intégrer les perspectives et les connaissances des jeunes des pays francophones dans la réalisation des objectifs de développement durable.

88. Les entités du système des Nations Unies et l'OIF ont organisé la première formation destinée à la direction des missions en français en 2022 ainsi que la première formation dispensée aux femmes officiers en français et la première formation sur les questions de genre en français à l'intention des coordonnateurs pour les questions de genre des conseillers militaires en 2021. Elles ont également lancé un projet pilote qui vise à promouvoir la langue française auprès du personnel militaire non francophone de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. En outre, l'OIF et la Cour pénale internationale se sont associées en vue d'organiser une formation en français à l'intention du personnel de la Cour.

Système économique latino-américain et caribéen

89. En mars 2022, le Secrétaire permanent du Système économique latino-américain et caribéen a participé à une table ronde sur l'importance de la coopération internationale renouvelée en matière de développement organisé en marge de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, convoquée sous les auspices de la CEPALC. En février 2021, l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé ont collaboré avec le Système économique latino-américain et caribéen en vue d'organiser un webinaire sur les mesures prises dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Ligue des États arabes

90. L'ONU a encore renforcé sa coopération avec la Ligue des États arabes (LEA). Le Conseil de sécurité a entendu des exposés du Secrétaire général et de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix sur la coopération entre l'ONU et la LEA en janvier 2021 et mars 2022, respectivement. En septembre 2021, il a tenu son premier dialogue interactif informel sur la coopération entre les deux entités dans le but de resserrer la coordination sur les problèmes qui se posent au niveau régional. Tenue à Genève en juillet 2022, la quinzième réunion générale sur la coopération entre l'ONU et la LEA a porté sur les aspects stratégiques et opérationnels de la coopération liée à une série de questions touchant le monde arabe.

91. L'ONU et la LEA ont approfondi la concertation et la collaboration par l'intermédiaire du Bureau de liaison des Nations Unies auprès de la LEA au Caire, qui se concentre sur les questions de paix et de sécurité. L'ONU a apporté son soutien à la LEA en vue d'élaborer une stratégie régionale sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Elle l'a en outre aidé à améliorer sa base de données électorale, à dispenser des formations en ligne sur le genre et les élections et à organiser le troisième forum des organes de gestion des élections dans les États arabes en juin 2021.

92. L'ONU a continué de se concerter avec la LEA sur les travaux des missions politiques spéciales dans la région. Les envoyés spéciaux et les représentants spéciaux du Secrétaire général ont tenu des réunions avec la LEA sur le Liban, la Libye, le processus de paix au Moyen-Orient, le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen. La LEA et la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan ont renforcé leur collaboration à l'appui des bons offices du Secrétaire général dans le pays.

93. La Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban a collaboré étroitement avec la LEA dans le cadre des efforts déployés par le Groupe international de soutien au Liban en vue de contribuer à renforcer la stabilité du pays. Des échanges étroits se sont également poursuivis dans le cadre de la coopération quadrilatérale sur la Libye entre l'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne et la LEA. Les quatre entités ont tenu leur dernière rencontre en date dans ce format en avril 2021 et publié un communiqué commun soulignant leur détermination à soutenir la transition démocratique libyenne.

94. En mai 2022, des représentants de la LEA ont participé à une formation sur la médiation du cessez-le-feu facilité par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, ONU-Femmes et la LEA, et soutenu le Réseau des médiatrices arabes dans l'élaboration de sa stratégie et de son plan d'action, qui ont été adoptés en mars 2021. En 2021, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Bureau des affaires de désarmement ont accueilli le Directeur de la maîtrise des armements et du désarmement de la LEA lors de sa visite au Siège de l'ONU.

95. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a aidé le Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes à élaborer une nouvelle stratégie régionale de lutte contre le terrorisme. L'ONUSD a aidé la LEA à élaborer un plan panarabe de prévention de la toxicomanie chez les jeunes. En mars 2022, le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Secrétaire général de la LEA ont examiné comment faire progresser le désarmement et la non-prolifération au niveau régional et renforcer les capacités nationales en matière de technologies associées au régime de vérification du Traité.

96. En coordination avec la LEA, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes a organisé la cinquième plateforme régionale arabe pour la réduction

des risques de catastrophe, qui s'est tenue en novembre 2021 et au cours de laquelle la Déclaration de Rabat pour la réduction des risques de catastrophe a été adoptée. En juin 2021, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé, en partenariat avec la LEA, la septième session du Forum arabe sur l'évolution probable du climat qui a porté sur l'adaptation des services et produits météorologiques aux besoins sectoriels. Depuis décembre 2021, le PNUD a déployé un spécialiste des risques liés à la sécurité climatique pour aider la LEA à faire face aux effets des changements climatiques sur la paix et la sécurité.

97. Le Secrétaire général de la LEA a participé au Forum arabe pour le développement durable, organisé par la CESAO en mars 2021 et 2022. Le PNUD a aidé la LEA à mettre à niveau et à rendre opérationnelle la zone de libre-échange panarabe, notamment en matière de facilitation des échanges et de commerce des services. L'OMT a aidé le Conseil exécutif et le Conseil des ministres arabes du tourisme à rédiger et à mettre en œuvre la Stratégie arabe du tourisme.

98. Le PAM et la FAO ont soutenu l'élaboration de l'Initiative arabe pour éliminer la faim, qui a été lancée en février 2022 au niveau régional.

99. Sous la direction de l'OIM, le système des Nations Unies et la LEA ont coordonné la Conférence régionale d'examen du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans la région arabe, qui s'est tenue en ligne les 24 et 25 février 2021. En septembre 2021, le HCR et la LEA ont signé un plan d'action pour la période 2021-2022 sur le renforcement de leur coopération en vue de répondre à l'augmentation des besoins des populations déplacées de force dans la région, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a également continué de collaborer avec la LEA, notamment en vue d'améliorer la protection et l'éducation des réfugiés.

Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM

100. L'ONU a continué de collaborer avec l'Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM (ODED-GUAM). En 2021, la CEE a mis au point, conjointement avec l'ODED-GUAM, un projet pilote visant à soutenir la poursuite de l'élaboration des documents de transport numériques de l'organisation, permettant d'accompagner le trafic de marchandises entre les pays le long de son couloir de transport par les flux d'information continus.

Organisation de coopération et de développement économiques

101. Le système des Nations Unies a collaboré étroitement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son Comité d'aide au développement en vue de réaliser les objectifs de développement durable. L'OCDE a participé activement au Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, que le Secrétaire général a créé en vue d'assurer le suivi du Programme d'action d'Addis-Abeba.

102. En octobre 2020, les entités du système des Nations Unies et le Comité d'aide au développement ont établi un dialogue avec les organismes des Nations Unies qui ont officiellement apporté leur soutien ou souscrit aux recommandations sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix sur la réduction de la vulnérabilité, des risques et des besoins humanitaires. L'ONU s'est associée à l'OCDE en vue d'élaborer une note de synthèse dans laquelle figurent les mesures visant à améliorer le financement et la coordination de l'aide internationale à la gouvernance du secteur de la sécurité.

103. Le Département des affaires économiques et sociales et l'OIM ont collaboré avec l'OCDE sur la collecte de données concernant l'indicateur 10.7.2 relatif aux politiques migratoires, tandis que l'OMT et l'OCDE ont coordonné la collecte de données concernant l'indicateur 8.9.1 relatif aux tourisme. ONU-Habitat et l'OCDE ont œuvré à la mise en œuvre du Programme pour des politiques urbaines nationales en Asie et en Afrique. L'OMPI a participé à l'équipe spéciale statistique de l'OCDE chargée de la propriété intellectuelle, qui vise à faire connaître les nouvelles bases de données et à mettre en commun les méthodes statistiques.

104. En mai 2022, les entités du système des Nations Unies, le Centre de développement de l'OCDE et d'autres partenaires ont réalisé un examen conjoint des politiques de transformation de la production dans les pays les moins avancés, à la demande du Bangladesh. L'OCDE et les entités du système des Nations Unies ont également continué à participer activement à la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales.

105. En octobre 2020, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'OCDE ont ouvert un bureau commun à New York afin de renforcer la collaboration stratégique avec l'ONU.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

106. La collaboration entre l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) repose sur le Cadre de coopération et de coordination entre le Secrétariat de l'ONU et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de 1993 ainsi que sur la déclaration conjointe du Secrétaire général et du Président en exercice de l'OSCE de 2019. Le Bureau de liaison des Nations Unies auprès de l'OSCE à Vienne a joué un rôle déterminant dans ce partenariat.

107. L'ONU et l'OSCE ont coopéré en matière de prévention des conflits et de gestion des crises en Asie centrale, dans les Balkans occidentaux, dans le Caucase du Sud, en République de Moldova et en Ukraine. Dans les Balkans occidentaux, elles ont collaboré en faveur de la réconciliation. S'agissant de l'Ukraine, l'ONU a continué de soutenir les efforts diplomatiques déployés dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral dirigé par l'OSCE, en application de la résolution [2202 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Tandis que les tensions dans la région de l'OSCE augmentaient, les deux organisations ont maintenu la communication à tous les niveaux, y compris dans le contexte de la guerre en Ukraine.

108. Le 21 avril 2021, de hauts fonctionnaires de l'ONU ont participé à la Conférence annuelle de l'OSCE sur la lutte contre le terrorisme. En mars 2022, le Bureau de lutte contre le terrorisme, le Centre régional pour la diplomatie préventive en Asie centrale, l'OSCE et l'Institut d'études stratégiques et régionales ont coorganisé une conférence internationale de haut niveau sur la coopération régionale des États d'Asie centrale en matière de lutte contre le terrorisme.

109. L'Office des Nations Unies à Genève, le HCDH et le Haut-Commissariat pour les minorités nationales de l'OSCE ont coorganisé une manifestation sur la participation effective des minorités à la vie économique afin de prévenir les conflits, qui s'est tenue le 12 novembre 2021. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE a aidé le Bureau de la prévention du génocide et de la responsabilité de protéger à organiser, à Vienne en mars 2022, une réunion sur la lutte contre les discours de haine et la prévention de l'incitation à la violence en Europe.

110. Tout au long de l'année 2021, le HCR et l'OSCE ont organisé une série de webinaires sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les migrants et les réfugiés. La Représentante spéciale chargée de la question de la violence contre les enfants et les experts de l'OIM ont participé à la vingt-deuxième Conférence de

l'Alliance contre la traite des personnes en avril 2022 qui visait à promouvoir une approche axée sur la protection des rescapés de la traite.

111. La coopération entre la CEE et l'OSCE a porté sur la facilitation du passage des frontières, la connectivité des transports, le développement des infrastructures, les bassins fluviaux transfrontaliers et la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

Organisation des États américains

112. L'ONU et l'Organisation des États américains (OEA) ont continué de maintenir des contacts réguliers afin d'examiner les tendances régionales et des questions d'intérêt commun. Avant les élections générales de novembre 2021 au Honduras, les deux organisations ont coordonné des activités qui visaient à promouvoir la transparence des institutions électorales et la participation des femmes, des jeunes et des groupes politiquement sous-représentés. Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et l'OEA ont conjointement appelé à un consensus national plus large sur les réformes structurelles clés et la création des conditions de sécurité et politiques nécessaires à la tenue d'élections. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et le Représentant spécial de l'OEA pour Haïti ont soutenu les efforts déployés par les autorités nationales en vue de lutter contre la corruption et de promouvoir la bonne gouvernance.

113. Depuis 2020, le HCDH et la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA œuvrent à la création d'un réseau de praticien entre les dispositifs nationaux de protection des défenseurs des droits humains. ONU-Femmes s'est associée au Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention de Belém do Pará de l'OEA en vue d'achever l'analyse juridique de plusieurs documents, notamment les lois et politiques sur la cyberviolence et le cyberharcèlement, afin de promouvoir des réformes juridiques et des politiques liées au genre.

114. L'ONUDC et la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'OEA ont aidé les États Membres de la région à mettre en place et à renforcer des systèmes nationaux d'alerte rapide sur les nouvelles menaces liées à la drogue.

Organisation de la coopération islamique

115. L'ONU et l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont maintenu une relation étroite dans la recherche de solutions communes, notamment en ce qui concerne les situations en Afghanistan, en Libye, au Myanmar et au Yémen ainsi que le processus de paix au Moyen-Orient, conformément à la résolution [75/16](#) de l'Assemblée générale.

116. L'ONU et l'OCI ont fréquemment collaboré à haut niveau. Le Secrétaire général a prononcé un discours en ligne à l'occasion de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI en mars 2022. La réunion générale des hauts fonctionnaires de l'ONU et de l'OCI sur la coopération s'est tenue à Genève en juillet 2022. Les deux organisations ont passé en revue leurs activités conjointes existantes aux niveaux politique, sécuritaire, économique, social et culturel et sont convenues de renforcer leur coopération dans ces domaines, reconnaissant que les organisations régionales jouaient un rôle important pour relever les défis mondiaux actuels. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan a établi une relation étroite avec l'Envoyé spécial de l'OCI pour l'Afghanistan, à la suite de l'ouverture d'un bureau de l'OCI à Kaboul le 4 mars 2022. Le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations a participé à la quarante-huitième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI le 22 mars 2022, au cours de laquelle il a abordé la question de l'islamophobie. Le Président du Comité pour l'exercice des droits

inaliénables du peuple palestinien y a également participé. Le Secrétaire général de l'OCI a déployé des efforts considérables pour mobiliser un soutien politique et des contributions financières en faveur de l'UNRWA.

117. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a apporté son soutien à l'OCI pour la mise à jour et le renforcement de sa base de données électorale. Il a participé à la quatrième conférence de l'OCI sur la médiation, qui s'est tenue à Djedda en juin 2022. À l'occasion d'une réunion en ligne avec les organisations régionales sur la médiation en novembre 2021, l'OCI a organisé une session sur la religion et la médiation, et examiné comment la religion s'intégrait à ses propres efforts de rétablissement de la paix. Les entités du système des Nations Unies fournissent un soutien technique à l'Organisation de développement des femmes de l'OCI pour la mise en place d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaires destiné à financer des activités dans des domaines tels que la promotion de l'autonomisation économique des femmes, l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, la prévention de l'extrémisme et la lutte contre le terrorisme, ainsi que le renforcement du rôle des femmes dans la lutte contre la corruption. La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a aidé l'OCI à réviser ses instruments existants contre le terrorisme, en étroite coopération avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'ONUSC et d'autres organismes.

118. En mars 2021, le HCR et l'Académie islamique de jurisprudence de l'OCI ont signé un mémorandum d'accord de cinq ans qui vise à soutenir les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au moyen d'outils de philanthropie islamique et de sensibilisation fondés sur la jurisprudence islamique.

Forum des îles du Pacifique

119. Le Forum des îles du Pacifique et l'ONU ont continué de consolider leur collaboration dans le cadre de réunions et d'échanges réguliers. Afin de donner suite à l'examen du bureau multipays, l'ONU a renforcé sa coopération programmatique et sa présence physique dans la région du Pacifique à l'appui des petits États insulaires en développement. En septembre 2021, le Secrétaire général a participé à un dialogue en ligne de haut niveau avec les dirigeants du Forum, au cours duquel ils ont examiné la nécessité d'une action internationale urgente pour combattre la menace que représentent pour la région du Pacifique les changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer et la pandémie de COVID-19.

120. En partenariat avec le Forum, le Fonds pour la consolidation de la paix soutient un projet visant à renforcer la perception des risques de sécurité liés au climat et les mesures prises à cet égard, conformément à la Déclaration de Boe de 2018. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ainsi que le Forum ont également soutenu des concertations d'experts régulières sur différents aspects de la sécurité climatique à l'intention des missions permanentes des pays du Pacifique et d'autres petits États insulaires en développement auprès de l'ONU à New York. L'OIM, la CESAP et le secrétariat du Forum ont assuré le secrétariat d'un groupe de travail conjoint chargé de rédiger un cadre régional sur la mobilité climatique. Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et le PNUD ont coopéré étroitement avec le secrétariat du Forum en fournissant des conseils techniques pour accélérer la mise en œuvre au niveau national de la composante de gouvernance des risques du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique : Une approche intégrée de l'action climatique et de la gestion des risques de catastrophe.

121. En avril 2022, la CESAP et le Forum ont organisé conjointement la Conférence régionale sur la dette du Pacifique, avec le concours des Fidji et de Tuvalu, afin d'examiner la question de la soutenabilité de la dette au lendemain de la pandémie de COVID-19. L'OMS a collaboré avec le secrétariat du Forum par l'intermédiaire de l'équipe conjointe de gestion des incidents pour les urgences sanitaires dans le Pacifique, organe central de la lutte contre la COVID-19 dans le Pacifique. ONU-Femmes et le secrétariat du Forum ont fourni un soutien technique aux dispositifs régionaux et internationaux de promotion de l'égalité des genres dans la région par l'entremise du Groupe de coordination des questions de genre.

Organisation de Shanghai pour la coopération

122. L'ONU et l'Organisation de Shanghai pour la coopération ont continué de collaborer, en particulier dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement durable. La Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a été régulièrement en contact avec l'Organisation de Shanghai pour la coopération sur la situation politique et sécuritaire dans la région. La création d'un bureau de liaison des Nations Unies à Beijing a été un facteur clé pour assurer un dialogue permanent entre les deux secrétariats. Le premier dialogue entre les secrétariats de l'ONU et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération s'est tenu en mai 2021 en vue de renforcer l'interaction sur des questions allant de la paix et de la sécurité au développement socioéconomique.

123. En juillet 2021, des experts de l'Instance régionale de lutte contre le terrorisme de l'Organisation de Shanghai pour la coopération ont participé à la phase en ligne de la visite de suivi du Comité contre le terrorisme en Ouzbékistan. En novembre 2021, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'Organisation de Shanghai pour la coopération ont organisé la première formation régionale de renforcement de la coopération transfrontalière visant à entraver les déplacements des terroristes dans la région.

124. Le Secrétaire général de l'Organisation de Shanghai pour la coopération a participé à la soixante-dix-septième session de la CESAP en avril 2021, et fait une déclaration lors d'une séance sur les perspectives sous-régionales pour reconstruire en mieux. La FAO et l'Organisation de Shanghai pour la coopération ont coopéré dans divers domaines, notamment l'utilisation des technologies numériques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire.

III. Observations et recommandations

125. Face à la convergence des menaces mondiales, il faut une coopération internationale plus forte et plus efficace, soutenue par des partenariats entre acteurs régionaux et internationaux. La coopération entre l'ONU et diverses organisations, notamment régionales, est de plus en plus étendue et poussée, car nous nous efforçons ensemble d'affronter les menaces communes, qu'il s'agisse des inégalités, des changements climatiques ou des nouvelles formes de conflit. Elle a été particulièrement vitale ces deux dernières années, au cours desquelles nous avons collaboré en vue de combattre à l'échelle mondiale la pandémie de COVID-19 et ses conséquences. En outre, je me félicite vivement que les organisations régionales aient relayé mon appel à un cessez-le-feu mondial et œuvré aux côtés de l'ONU en vue d'encourager les parties au conflit à mettre fin aux hostilités.

126. Dans un environnement mondial de plus en plus polarisé et un système multilatéral qui peine à répondre à l'augmentation des besoins, il faut faire davantage pour renforcer ces partenariats. Le dialogue de haut niveau organisé en ligne à mon

initiative avec les chefs de diverses organisations, notamment régionales, le 23 novembre 2020, est un pas dans cette direction. S'il est vrai que chaque organisation régionale évolue dans un contexte unique, nous partageons tous des objectifs communs, notamment la nécessité de renforcer les bases de la coopération internationale.

127. Plusieurs de nos partenaires régionaux expriment régulièrement l'idée que l'ONU et diverses organisations, notamment régionales, devraient disposer d'un forum de dialogue et d'échange de vues, ce qui permettrait de constater les convergences sur de nombreuses questions. Ces points de vue ont inspiré mon rapport intitulé « Notre Programme commun », dans lequel j'ai souligné que ces partenariats devraient être au cœur des efforts que nous menons afin de mettre en place un multilatéralisme plus interconnecté et inclusif, l'ONU jouant un rôle de premier plan en tant qu'organisateur. Le nouvel agenda pour la paix, envisagé dans mon rapport, accorde une place importante à la prévention régionale, qui passe par une coopération renforcée avec les organisations régionales. À cette fin, j'ai proposé d'organiser une réunion annuelle avec les chefs des organisations régionales en vue de renforcer encore la coopération entre l'ONU et les organismes régionaux et de promouvoir un dialogue actif et continu entre le système des Nations Unies, les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, en complément d'un sommet biennal.

128. Au cours des consultations thématiques informelles organisées par le Président de l'Assemblée générale en février et mars 2022, les États Membres se sont dits favorables à la proposition relative au dialogue et à l'objectif général de renforcement de la coopération entre l'ONU et diverses organisations, notamment régionales, conformément à leurs mandats respectifs et aux principes de la Charte. Il a également été proposé que le forum annuel envisage une approche participative pour la mise en commun des meilleures pratiques depuis les organisations régionales à l'ONU. J'ai donc demandé aux commissions régionales de l'ONU, en consultation avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, et d'autres départements le cas échéant, de prendre l'initiative d'organiser la première réunion de ce forum annuel en 2023. Je tiendrai les États Membres informés par les voies existantes, selon qu'il conviendra.
